



14 janvier 2020

Vive la grève contre la réforme des retraites !

Que l'on soit du privé comme à PSA ou du public, le gouvernement soutenu par le MEDEF voudrait nous faire tous travailler plus longtemps et que l'on touche une pension amputée de 20 ou 30 %.

Age pivot à 64 ans, le gouvernement fait de l'enfumage !

Le gouvernement a fait de l'enfumage en annonçant qu'il suspendait **provisoirement** l'âge pivot à 64 ans **uniquement** pour les départs en retraite avant 2027. **Pour le reste de la réforme rien ne change.** Le gouvernement cherche à gagner du temps et joue le pourrissement de la grève.

C'est quoi l'âge pivot à 64 ans ?

L'âge légal de départ à la retraite est à 62 ans. Celui qui voudrait partir à 62 ans aurait un malus de 10 %. Sur une pension de 1500 €, c'est une baisse 150 € par mois toute la vie.

Cette annonce du gouvernement est l'arbre qui cache la forêt car le reste de la réforme (système à points, calcul de la pension sur l'ensemble de la carrière et non sur les 25 meilleures années, ...) est maintenu.

Depuis le 5 décembre, les cheminots, les agents de la RATP ont engagé courageusement le bras de fer contre le gouvernement. Les grévistes ne se battent pas pour eux.

Ils ne demandent pas que leur régime soit maintenu mais que le retrait total de la réforme pour tous les salariés du pays. Ils sont l'honneur du monde du travail

Cela fait maintenant 42 jours de grève qui pèsent lourd. Il faut les aider !

Tant que la grève continuera, Macron aura un problème sur les bras. Il faut que les cheminots et ceux de la RATP tiennent bon. Le meilleur moyen d'augmenter le rapport de force face à Macron, est que nous, salariés du privé des grandes entreprises serait de nous mettre en grève avec les cheminots.

Mercredi au changement d'équipe, collecte de soutien au profit des grévistes

La CGT appelle tous les salariés à se mettre en grève et à manifester jeudi 16 janvier à Paris

Passage en une équipe : la logique de la direction et celle des ouvriers

Lundi prochain les deux équipes seront réunies. Logiquement, le travail devrait être réparti entre tous : les postes pourront être doublés, les postes moins chargés, les moniteurs ne seront plus en poste et le sous-effectif aura disparu.

Ça c'est la logique mais la direction n'a pas la même logique que la nôtre. Pour elle, il faut toujours que les postes soient aussi durs que maintenant. Il ne faut pas que la charge de travail diminue.

Pour la direction, il ne faut pas nous habituer à devoir tenir un poste moins chargé et faire la démonstration qu'avec plus d'effectif et en se répartissant le travail, la journée de travail serait moins dure.

**La direction va choisir de faire trimer une équipe pendant que l'autre fera du 5 S
C'est en étant uni et mobilisé que l'on pourra se faire entendre !**

Retour sur l'accord de la honte

Le 26 novembre dernier, tous les syndicats sauf la CGT signaient dans le dos des salariés le passage en une équipe avec les conditions de la direction ce qui impliquait automatiquement la suppression des lignes de bus et une amputation de 35 € de la prime d'équipe.

Les conséquences de cet accord sont dramatiques pour les salariés :

- 1) Tous les salariés vont voir baisser leur salaire de 35 €
- 2) Les salariés qui prenaient les bus vont devoir déboursier le prix du carburant, subir l'usure de la voiture sans compter la fatigue.

Les syndicats avaient un moyen de pression en refusant de signer l'accord dans les conditions de la direction en affirmant : « on signera le passage en une équipe en respectant les conditions des salariés (maintien de la totalité de la prime d'équipe et de toutes les lignes de bus) ».

C'était une épreuve de force qu'il fallait engager. La CGT y était prête. Avec le soutien et la mobilisation des salariés, la victoire était assurée.

Maintenant que l'on se rapproche de plus en plus de la date de suppression des bus, certains préfèrent aller demander aux pouvoirs publics (qui sont tous endettés) de financer les lignes de bus que PSA, entreprise multi milliardaire refuse d'assurer.

Pour rappel, l'argent des pouvoirs publics il ne tombe pas du ciel. C'est le nôtre, c'est l'argent de nos impôts. Quand le Conseil Régional ou le département donnent de l'argent à PSA directement ou indirectement, c'est autant de moins pour les lycées et les collèges où nos enfants vont étudier.

La direction de PSA doit bien se frotter les mains...

PSA a largement les moyens financiers de maintenir toutes les lignes de bus et la totalité de la prime d'équipe.

